

FUNÉRAILLES DE ABDELHAMID MEHRI

Un hommage unanime

Abdelhamid Mehri a été inhumé, hier mardi après-midi, au cimetière de Sidi Yahia, à Hydra, sur les hauteurs d'Alger. L'ancien secrétaire général du FLN a eu droit à des funérailles nationales, en présence d'une foule immense et de pratiquement tous les hauts cadres de l'Etat, anciens et nouveaux.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Y ont assisté deux anciens présidents de la République. Chadli Bendjedid, bien sûr, était le plus remarqué. Visiblement ému par la perte d'un ancien très proche collaborateur mais aussi un gendre, l'ancien président était parmi les premiers arrivés au cimetière.

Refusant de se mêler à la foule, Chadli était resté longtemps en compagnie de l'ancien chef du gouvernement, Mouloud Hamrouche, et Saïd Bouteflika, le frère conseiller de l'actuel locataire d'El Mouradia. Pas très loin de là, une autre personnalité nationale d'envergure et qui avait partagé avec tout ce beau monde de décisives séquences de l'histoire de l'Algérie indépendante : le général Khaled Nezzar. Mais l'ancien ministre de la Défense nationale préférerait, lui, discuter avec d'autres personnes. Essentiellement d'anciens moudjahidines. En tout cas, pas une seule fois il n'a eu à se mêler au «trio» précité. Lors de ces funérailles, on sentait, en effet, à travers cette image, que la fracture provoquée par l'arrêt du processus

électoral est toujours là. Autre personnalité à s'isoler, l'ancien président du HCE, Ali Kafi, qui ne tenait pas particulièrement à s'exposer au point où sa présence n'a été remarquée que par quelques «privilegiés». De l'autre côté, une autre scène mérite d'être citée. L'ancien chef du gouvernement et ancien secrétaire général du FLN, Ali Benflis, ainsi que l'ancien président de l'APN, Karim Younès, nettement à l'écart comme à leur habitude en ce genre d'occasions, ravissaient bien la vedette, en termes de sollicitations, aux actuels officiels. Et comme ils étaient nombreux ! Il y avait le président du Sénat, Abdelkader Bensalah, son homologue de l'APN, Abdelaziz Ziari, le président du Conseil constitutionnel, Boualem Bessaïeh, le SG de la présidence, Mohamed Hebba, le conseiller de Bouteflika, Mohamed Ali Boughazi, le patron du FLN, Abdelaziz Belkhadem, quasiment l'ensemble des membres du gouvernement Ouyahia.

Plus discrets, on y croisait aussi d'actuels ou d'ex-hauts



Photo : Samir Sid

cadres de l'armée, à l'image du général Hocine Benmaalem, ancien chef de cabinet du président Chadli. Tous les ténors de l'ex-parti unique étaient également là, y compris Boualem Benhamouda qui avait succédé à Mehri à la tête du FLN à la suite du fameux coup d'Etat scientifique de 1996. On dénombrait également d'anciens chefs

de gouvernement ou de personnalités de premier plan comme Réda Malek, de très nombreux chefs de partis, de responsables des organisations de masse ou du mouvement associatif, ainsi que d'innombrables citoyens anonymes. Mais pas, ou alors si peu de «barbus» ! Il était frappant en effet de constater qu'aucun dirigeant de l'ex-FIS n'a été

aperçu aux funérailles de celui qui, avec Hocine Aït Ahmed, également absent bien sûr, était leur allié politique durant de très longues années.

Il faut dire que le défunt avait significativement recadré son discours s'agissant de la question de l'ex-FIS durant ces dernières années.

K. A.

FORUM ECHAÂB

Belayat, ArcelorMittal et le mouhafedh de Annaba

Le Front de libération nationale (FLN) n'aurait donc jamais crédité de confiance ArcelorMittal, l'actionnaire majoritaire du complexe sidérurgique El Hadjar. Preuve en est que Abderrahmane Belayat, membre du bureau politique du parti, recommandait, à chaque fois qu'il se trouvait à Annaba, au mouhafedh du parti de surveiller le géant de l'acier. «Chaque fois que je me rendis à Annaba, je demandais au mouhafedh de surveiller ArcelorMittal, en lui disant qu'un jour il nous jouera un tour», a révélé, hier, Abderrahmane Belayat.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Outre cette révélation, lâchée en guise d'anecdote, Abderrahmane Belayat, invité du Centre d'études stratégiques du journal *Echaâb* pour évoquer la problématique des jeunes et de la femme à l'aune des réformes politiques promises par le chef de l'Etat, n'a pas donné du grain à moudre au moulin politique national.

En matière de langue de bois, il faut dire que Belayat a été à bonne école. S'il a noté que les jeunes sont gagnés par un désespoir manifeste, ce qui n'est pas faux, l'homme, qui a eu à exercer de nombreuses charges institutionnelles tout en restant l'archétype du militant du FLN, a refusé cependant d'en sérier les causes. Du



Abderrahmane Belayat.

moins, il a évacué d'un revers de propos la responsabilité des pouvoirs successifs ainsi que celle du parti qui en a constitué le socle.

«Les déboires de la jeunesse ne sont pas forcément du fait des gouvernants», a-t-il asséné, convoquant, pour les besoins de son argument, le concept enseigné en cours de sociologie de ce que «le fait social est opaque».

Il n'y a pas meilleure formule pour s'éviter d'indexer par qui les malheurs de la jeunesse sont arrivés.

La démarche de Belayat, qui s'est voulu de définir des solutions au problème sans toutefois s'arrêter sur les causes qui l'ont produit, sonne fausse. Il faut avoir fait ses classes au FLN pour réussir la «prouesse» de comparer entre deux situations, celle où la jeunesse était

animée de la flamme révolutionnaire et engagée, après l'indépendance, dans l'édification du pays et celle présente où les jeunes désespèrent de tout, sans se risquer à poser la question autour du pourquoi de ce désengagement.

Le parti unique ? Pour Belayat, «le parti unique a donné des résultats et le pluralisme politique a plongé le pays dans la tragédie durant 20 ans». Il y a dans cette affirmation une bonne dose de nostalgie du parti unique. Et le code de la famille, qui a fait de la femme une mineure à vie et, qui, donc, l'a étranglée dans son émancipation politique.

«Le code de la famille est une fierté et un honneur pour nous», a clamé Belayat, qui ne consent aucun mea-culpa politique.

S. A. I.

ILS SONT PASSÉS D'UN CORPS À PART

ENTIÈRE À UNE FILIÈRE

Les enseignants paramédicaux exigent un statut particulier

En grève cyclique depuis ce dimanche, les professeurs de l'enseignement paramédical dénoncent la décision «unilatérale» de leur mise sous double tutelle, réduisant le corps de l'enseignement paramédical à une simple filière.

Le Syndicat national des professeurs de l'enseignement paramédical (SNPEPM) a, pour la première fois depuis sa création, il y a quinze ans, opté pour la voie du débrayage.

Ainsi, après deux mois de négociations infructueuses avec le secrétaire général du ministère de la Santé et la commission ministérielle chargée des négociations avec les partenaires sociaux, le SNPEPM, a entamé, ce dimanche, une grève cyclique de trois jours, reconduite chaque semaine.

Interrogé hier au niveau de l'école paramédicale de Hussein-Dey (Alger), le porte-parole et membre de la commission nationale du SNPEPM, Khaled Kebal, dira à ce propos : «En septembre 2011, il a été décidé, sans que l'on soit associés, de nous mettre sous double tutelle, à savoir celle du ministère de la Santé et du ministère de l'Enseignement supérieur, après que l'on relevait du seul département de Djamel Ould Abbès. Ce qui nous a été défavorable : nous sommes passés d'un corps à part entière à une simple filière».

Mais cette décision que Khaled Kebal qualifie d'«unilatérale» ne semble pas préoccuper les professeurs de l'enseignement paramédical autant que la question du statut particulier et du régime indemnitaire. «Nous sommes prêts à rester sous double tutelle, mais à condition que l'on bénéficie d'un statut particulier au même titre que les autres corps», ajoutera-t-il.

En effet, dans la plateforme de revendications jointe au préavis de grève adressé par le SNPEPM au ministre de la Santé, il est exigé de «définir et situer clairement la position des professeurs de l'enseignement paramédical, dans le cadre des mutations institutionnelles actuelles, notamment celle de la mise du corps sous double tutelle». Il est également souligné que «le régime indemnitaire doit être calculé sur le salaire principal à l'instar des autres filières paramédicales et des différents corps de l'enseignement relevant de la Fonction publique». Enfin, Khaled Kebal fera savoir que la grève sera maintenue jusqu'à satisfaction de leurs doléances. «Même lors des négociations avec la tutelle, notre grève sera maintenue. Seule une décision favorable et par écrit prenant en charge nos revendications permettra le gel du débrayage», a-t-il conclu.

Mehdi Mehenni